

Publiez Ce Que Vous Payez Afrique

5 février 2009

Déclaration de Publiez Ce Que Vous Payez à l'Union Africaine : Pour un débat ouvert et inclusif sur la transparence des revenus extractifs

Nous, représentants d'organisations de la société civile africaines membres de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP), une campagne mondiale pour la gestion transparente et responsable des revenus gaziers, miniers et pétroliers, sommes extrêmement préoccupés par les menaces croissantes à l'égard des militants anti-corruption et de la transparence en Afrique.

Ces dernières années, les actes de harcèlement et d'intimidation à l'encontre des leaders de la société civile se sont multipliés dans de nombreux pays africains notamment en Angola, au Congo Brazzaville, en République Démocratique du Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale, au Niger et au Nigeria.

Récemment, des militants gabonais, dont les membres de Publiez Ce Que Vous Payez Gabon Marc Ona et Georges Mpage, ont été la cible d'intimidations des autorités gabonaises ayant conduit à leur arrestation et mise en examen. La mobilisation et la solidarité internationales ont permis leur remise en liberté provisoire mais ils restent passibles de poursuites judiciaires. Par ailleurs, des dizaines de militants dans toute l'Afrique sont l'objet de harcèlement, de persécutions et de menaces contre leurs personnes en raison de leur travail en faveur de la transparence.

Les militants de la transparence travaillent souvent dans un environnement hostile pour promouvoir davantage de transparence et une amélioration de la gouvernance des industries minières, gazières, pétrolières et forestières. Ils soulèvent des questions légitimes sur la gestion des ressources afin que celles-ci bénéficient à l'ensemble des citoyens africains.

L'engagement des militants reflète les aspirations des gouvernements africains à se conformer aux normes internationales en matière de transparence et de lutte contre la corruption. 17 pays africains mettent actuellement en oeuvre l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) et bien davantage ont manifesté leur volonté d'y adhérer. Cependant, la mise en oeuvre de cette initiative par les pays africains et la qualité de leur engagement sont remises en cause par les violations répétées du droit de la société civile de s'exprimer sur les questions de corruption et de mauvaise gestion des ressources et de participer au débat public sur la transparence. La répression des militants est en outre contraire aux obligations nationales et internationales des gouvernements africains notamment en vertu de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

Nous saluons la décision de l'Union Africaine de soutenir l'ITIE et de s'engager à promouvoir l'initiative dans le cadre de la Stratégie et du Plan d'Action Conjointes Afrique - Union Européenne adoptés à Lisbonne en décembre 2007.

Nous sommes convaincus que la société civile a un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre effective des mécanismes et instruments de gouvernance et de lutte contre la corruption régionaux, tels que le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs et la Convention de l'Union Africaine sur la

Publiez Ce Que Vous Payez Afrique

Prévention et la Lutte contre la Corruption. Nous nous engageons également à plaider en faveur d'instruments internationaux innovants tels que l'ITIE.

Nous entendons dénoncer la gestion opaque des ressources extractives et la corruption sous toutes ses formes et plaider pour une distribution équitable et juste des richesses qui contribue au développement durable et à la réduction de la pauvreté.

Nous sommes déterminés à prôner une culture de reddition de comptes dans les pays africains et la participation effective d'une société civile indépendante à la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance.

Nous exhortons par conséquent l'Union Africaine à:

- Promouvoir une collaboration étroite et ouverte entre les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption;
- Renforcer le dialogue politique entre les gouvernements africains en vue de consolider la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et la lutte contre la corruption sous toutes ses formes;
- Encourager l'accès à l'information sur les revenus publics, en particulier ceux de l'exploitation du pétrole, du gaz et des minerais et susciter un débat public sur l'utilisation de ces revenus;
- Mettre en place des mécanismes de sécurité et de protection des militants de la société civile victimes ou menacés de harcèlement, en concertation avec la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples;
- Prendre acte de son soutien à l'ITIE et promouvoir ses principes au sein de structures appropriées de l'Union Africaine afin d'améliorer la gouvernance et favoriser une gestion responsable des fonds publics;
- Encourager tous les pays africains riches en ressources naturelles à adhérer à l'ITIE et aider les pays candidats à parvenir au statut de pays conformes dans les délais impartis;
- S'engager à impliquer la société civile africaine dans la mise en oeuvre de la stratégie conjointe Afrique - Union Européenne et en particulier sur les questions de transparence et de responsabilité publique.

Solidariedade para O Desenvolvimento Integrado, Angola

PCQVP Cameroun

PCQVP Congo

PCQVP Gabon

PCQVP Ghana

PCQVP Guinée Bissau

PCQVP Guinée

PCQVP Côte d'Ivoire

PCQVP Libéria

Citizens For Justice, Malawi

PCQVP Mali

PCQVP Mauritanie

PCQVP Mozambique

PCQVP Niger

PCQVP Nigeria

Publiez Ce Que Vous Payez Afrique

Women's Right to Education Programme, Nigeria
PCQVP Ouganda
PCQVP République Démocratique du Congo
Webeto, Sao Tomé e Príncipe
National Advocacy Coalition on Extractives, Sierra Leone
Concern for Development Initiatives in Africa, Tanzanie
PCQVP Tchad
PCQVP Zambie